

TOUS EN ACTION
LE 26 janvier 2016



Salarié-e-s des entreprises privées, salarié-e-s des services publics, nous sommes TOUS et TOUTES floué-e-s par les politiques d'austérité voulues par le MEDEF et mises en œuvres par le gouvernement ! Les derniers remparts des salariés sont attaqués : le code du travail démantelé, les représentants syndicaux traités de voyous et jugés comme des criminels. Alors Agissons !

Le 26 janvier 2016, rejoignons massivement les rassemblements organisés par **La CGT** pour exiger :

- des mesures efficaces en faveur de l'emploi,
- de meilleurs salaires,
- le développement des services publics.

Il s'agit là d'améliorer les conditions de vie de chacun d'entre nous et plus encore celles des générations futures.

Nos Services Publics sont ENCORE une nouvelle fois menacés par de prochaines réformes réductrices :

- réformes territoriales avec des régions étendues, des préfets plus puissants, des communes et des maires démunies
- réformes continues de ce qui reste de l'Education Nationale, des Services Hospitaliers de Santé et de Recherche,
- après celle des Télécommunications, la privatisation sournoise du secteur de l'Energie expose les populations à des risques considérables. La loi de transition énergétique ouvre aujourd'hui la production électrique aux investisseurs privés. La satisfaction de l'actionnaire par le versement d'un dividende est toujours prioritaire alors que l'investissement dans ce secteur est un enjeu majeur de sécurité pour les populations.
- asphyxie progressive des services publics du transport : SNCF, SNCM, AIR France ...

Défendre nos services publics en tant qu'usagers et citoyens, c'est pour nous la garantie de l'égalité dans l'accès aux soins, à l'énergie, à l'eau, aux transports ; c'est pour nos aînés, des Maisons d'accueil ; pour nos enfants, des garderies, des écoles ; pour tous, le bénéfice des résultats de la Recherche.

A LA CGT DU CREDIT AGRICOLE, NOUS SAVONS QU'IL EST DE NOTRE DEVOIR D'ÊTRE SOLIDAIRE AVEC CEUX QUI, A LA FOIS, SONT A NOTRE SERVICE ET SONT AUSSI DES USAGERS (« clients des banques ») ET NOUS FONT VIVRE : LEURS EMPLOIS SONT NOS EMPLOIS !





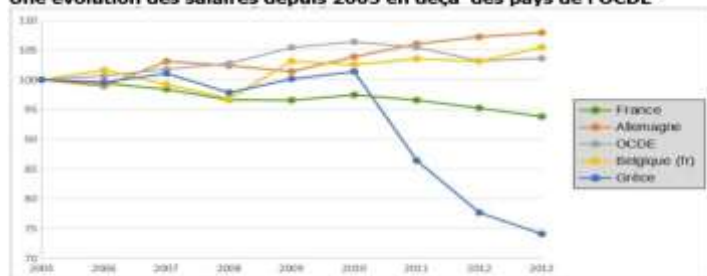
Pour retrouver en proximité sur tous nos territoires, y compris en zone rurale, des services publics de qualité nous réclamons :

- un accroissement des effectifs par de nouveaux recrutements pour compenser la baisse drastique opérée depuis de multiples années
- une revalorisation des salaires pour compenser les 8 % de perte de pouvoir d'achat déjà enregistrés par les fonctionnaires depuis 2010
- des moyens à la hauteur des besoins d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale
- l'accès partout sur le territoire, dans des conditions uniformes et équitables, à l'eau, à l'énergie, aux télécommunications, aux transports publics.
- un service public hospitalier de qualité assurant l'accès aux soins pour tous dans les délais les plus brefs
- une Education nationale garantissant les mêmes droits à chacun de nos enfants.

TOUS ENSEMBLE, REPRENONS NOTRE DESTIN EN MAIN POUR DECIDER COLLECTIVEMENT D'UNE AUTRE SOCIETE QUE CELLE IMPOSEE A DES POLITICIENS OPPORTUNISTES PAR LE CAPITAL ET LES MULTINATIONALES.

**VOULOIR VIVRE DECEMMENT N'EST PAS UN CRIME !
LE 26 JANVIER, NOUS, SALARIE-E-S
CESSONS TOUS ENSEMBLE DE PRODUIRE LA RICHESSE
ACCAPAREE PAR UNE POIGNEE
POUR EXIGER LA PRISE EN COMPTE DE NOS BESOINS :
EMPLOIS, SALAIRE, SANTE, EDUCATION etc. ...**

Une évolution des salaires depuis 2005 en deçà des pays de l'OCDE



Evolution du salaire moyen en primaire après 15 ans d'exercice, base 100 en 2005
Source : OCDE 2015

**TOUS DANS
L'ACTION
LE 26 janvier 2016**

